RÉPUBLIQUE FRANCAISE — DÉPARTEMENT DE L'ISÈRE

ELECTIONS LEGISLATIVES DU 23 JUIN 1968

6e CIRCONSCRIPTION



Jean LACHARME

Jean LACHARME Candidat

André LECHER Suppléant

Fédération de la Gauche Démocrate et Socialiste

Electrices, Electeurs,

Pour la deuxième fois, en un peu plus d'un an, nous nous représentons devant vous. Nous avions défini, dans notre précédent programme, que nous désirions instaurer une République Moderne de citoyens disposant de possibilités d'initiative, de participation et de responsabilité, définies par leurs représentations naturelles : communes, syndicats, coopératives, associations ou collectivités locales.

La méconnaissance totale de ces fondements essentiels et le dédain de la démocratie ont placé le gouvernement actuel dans un véritable état d'irresponsabilité lorsque la juste colère des étudiants, des travailleurs et des paysans l'a mis en face des problèmes qu'il tentait d'éluder depuis une dizaine d'années. Aussi, nous réaffirmons avant tout, notre choix pour une République qui devra faire constamment appel aux assemblées responsables et participantes les plus larges et dont la politique ne saurait être que d'orientation socialiste.

LE DROIT AU TRAVAIL

Notre souci le plus grand concerne les questions économiques et sociales. La politique inhumaine de quelques groupes financiers et industriels conduit au sous-emploi, aux bas salaires et au chômage. Les revendications majeures, que nous approuvons totalement mais qui n'ont été prises en considération qu'en raison du mouvement puissant et ordonné des grèves, ont parfois abouti à des résultats qu'il importe de défendre dans l'avenir. Pour cela, pour imposer une politique industrielle dont les progrès techniques, stimulés, seront avantageux pour tous, il convient que l'entreprise publique ait une gestion démocratique, que les droits et les pouvoirs des syndicats et des comités d'entreprise soient étendus.

Pour nous, un certain volant de chômage n'est pas un signe de bonne santé de l'économie. La mono-industrie de cette circonscription doit faire place à une diversification créatrice de travail **aussi bien pour les femmes que pour les hommes.** Ceci ne saurait se faire que par l'aménagement du territoire avec une décentralisation réelle plus équitable pour la **création d'emplois nouveaux. Cette préoccupation sera pour nous la première.**

JUSTICE SOCIALE

Les **retraités, les pensionnés, les handicapés, les inadaptés,** ceux que l'âge ou l'isolement mettent en lisière des préoccupations habituelles, ont droit à l'extension du revenu national et à la vie de notre société ; pour cela nous exigerons que tout soit fait pour qu'ils restent des vivants dans la nation, que les pensions et les retraites soient automatiquement réajustées parallèlement aux salaires.

La condition féminine reste précaire dans une société que l'on croit évoluée ; en fait une discrimination existe : la plupart du temps les femmes constituent une main-d'œuvre sous-payée ; un statut civique, familial, professionnel devra mettre fin à cette discrimination et la rendre l'égale de l'homme. La femme doit rester libre du choix de la maternité mais il convient que la société apporte toute son aide à la mère de famille.

PROBLEMES AGRICOLES

Les prix agricoles sont écrasés à la production. En dehors des moyens généraux tels que des aides au développement, à la coopération, à l'équipement, à la conversion des régions défavorisées, l'allègement des charges d'exploitation, la planification des objectifs, etc., nous pensons qu'un état moderne devra donner au monde agricole les possibilités d'intégration ou de contrôle étroit dans la distribution et la transformation des produits de culture et d'élevage, ce qui permettra d'assurer une régularisation des cours et une sécurité de gestion.

D'autre part, pour beaucoup, ici, le **prix du lait** représente un véritable salaire. Actuellement, le sort de nombreux exploitants dépend des accords réalisés dans le cadre du Marché Commun. En ce qui nous concerne, nous exigerons que l'avenir des éleveurs français ne soit pas déterminé défavorablement par la cupidité de quelques margariniers européens.

EDUCATION NATIONALE

Une refonte globale de l'Education Nationale est urgente. Seule une réforme démocratique de l'Enseignement pourra permettre à tous les enfants, sans distinction d'origine familiale ou géographique, d'accéder aux situations en rapport avec leur capacité et leur vocation. Les décisions prises au cours des occupations d'amphithéâtres doivent être les bases fondamentales de la réforme de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche. A tous les niveaux, le service national et laïque de l'éducation sera géré démocratiquement par des conseils d'enseignants, d'étudiants et de parents d'élèves.

L'enseignement ne doit plus être un moule, il doit doit être l'instrument qui permettra à tous un libre épanouissement de leur personnalité et un libre choix de leur destinée.

Pour cela nous exigerons que les dépenses inutiles de prestige et dangereuses de l'armement atomique soient transférées à l'Education Nationale dont le budget devrait être le quart de celui, total, de la Nation.

INFORMATION

Qui peut encore parler de l'objectivité de l'O.R.T.F. ? L'O.R.T.F. devra posséder un statut qui garantira son indépendance vis-à-vis du gouvernement, permettant ainsi une libre détermination des consciences.

ELECTRICES, ELECTEURS,

la mise en œuvre d'un programme dont nous venons succinctement ici de vous exposer les points essentiels, nécessite un changement radical des structures économiques et politiques actuelles. La politique nouvelle d'orientation socialiste que nous vous proposons fera de vous des citoyennes et des citoyens à part entière, libres de prendre en main votre destin, d'assurer votre avenir et celui de vos enfants.

Nous vous demandons de VOTER et de faire VOTER pour :

Jean LACHARME
(titulaire)
Professeur à la Faculté de Médecine
Ancien résistant
Ancien déporté à Mauthausen

André LECHER
Maire de Saint-Maurice-l'Exil
Ancien résistant

Vu : Les Candidats.

Imp. FINZI, 7, r. de Strasbourg, Grenoble